Cahiers de Psychologie Politique

N° 14 | 2009
Les multiples visages des crises Janvier 2009

La crise allemande : causes et spécificités

Jérôme BARBIER

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-14/1047-la-crise-allemande-causes-et-specificites
DOI : numerev_190
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 07/01/2009

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : BARBIER, J. (2009) La crise allemande : causes et spécificités. *Cahiers de Psychologie Politique*, (14). https://doi.org/10.34745/numerev_190

Resume : La crise allemande : causes et spécificités

Le système politique économique et social allemand, s'il possède de la ressource, rencontre néanmoins des difficultés conséquentes à l'épreuve de la mondialisation. La montée en puissance rapide de l'extrême gauche allemande constitue l'un des symptômes les plus remarquables de cette crise. Les performances en terme de compétitivité du modèle ont de plus en plus de mal à cacher la précarité qui se répand jusque dans les classes moyennes, et les réformes prennent des allures de « liquidation politique » du modèle. En Allemagne comme ailleurs se pose désormais la question du degré de tolérance des sociétés à l'ouverture.

Sommary: The German Crisis: characteristics and causes

Although the political, economic and social system in Germany has its strengths, it nevertheless encounters difficulties in the wake of globalisation. One of the most striking aspects, symptomatic of a crisis, is the swift rise to prominence of the country's Extreme Left. It becomes increasingly difficult, on the issue of the model's competitiveness, to conceal the precariousness permeating even the middle classes, and the reforms take steps towards the structure's "political liquidation". From now on, in Germany as elsewhere, the question being asked is to what degree will society tolerate this global opening up.

Mots-clés :

L'Allemagne est un pays dont on a longtemps mis en évidence les performances économiques et la stabilité politique rassurante : le principe du consensus social régulant au mieux des rapports sociaux pacifiés dans une démocratie apaisée. Mais, après avoir relevé les défis de l'unification, l'Allemagne est désormais entrée de plein fouet en turbulences, dans les zones dangereuses de la mondialisation (I). Le « made in Germany » a été, en partie, remis en cause : des interrogations sur le devenir du système économique et social se sont fait jour. Quant au paysage politique, bouleversé par l'émergence d'une force politique nouvelle et contestatrice, il n'est plus aussi stable qu'autrefois (II). Cette crise, déclinaison allemande du malaise social et de la dépression qui frappent les démocraties occidentales, est exacerbée par un handicap démographique (III).

I Le modèle allemand à l'épreuve de la mondialisation libérale : vers la fin du consensus et de la cohésion sociale ?

Doutes et interrogations sur le modèle

Si les premiers signes d'essoufflements du modèle se sont fait sentir au milieu des années 90**[1]**, et pouvaient alors être imputables à l'unification allemande, il apparaît aujourd'hui plus difficile que seule l'unification puisse être cause du malaise. La réalité est que, n'ayant pas suffisamment adapté ses structures à l'extension des règles du néolibéralisme **[2]**, l'Allemagne s'est aperçue de manière assez brutale que son modèle était bloqué **[3]**, vieillissant, et menacé **[4]**. A partir de 2003, le chancelier Gerhard Schröder reconnaît que les difficultés de l'Allemagne ne sauraient s'expliquer uniquement par la conjoncture mondiale, et évoque des difficultés structurelles. En dépit des ressources indéniables que ce modèle a encore **[5]**, des changements profonds étaient nécessaires, ne serait-ce que pour prendre en compte la question démographique. Toutefois, les facteurs externes induisent mécaniquement des effets sur les problèmes internes, et les amplifient. L'Allemagne dont l'économie est tournée vers l'exportation doit demeurer compétitive : intrications économiques et liens politiques transnationaux pèsent de tout leur poids **[6]** sur un pays dont la croissance dépend essentiellement des exportations. La compétitivité de l'espace économique allemand, et le devenir du « made in Germany » préoccupent l'opinion publique en raison des délocalisations **[7]** Les gains de compétitivité obtenus au prix de réformes politiquement coûteuses pour le SPD **[8]** ont fait surgir des interrogations sur la pérennité du modèle : à quoi bon réformer un modèle qui présente des défaillances, tandis que le modèle anglo-saxon semblerait lui mieux adapté à la nouvelle économie ? Durant le tournant néo-libéral en Europe **[9]**, les gouvernements du chancelier Kohl seraient restés plus modérés que leurs annonces. Par la suite, le capitalisme français s'est réformé plus rapidement que le capitalisme allemand. Il a donc fallu durant le second mandat du chancelier Schröder procéder à des réformes en profondeur que l'Allemagne avait tardé à prendre. Une partie de l'élite semble alors se rallier à l'idée que, pour se sortir du marasme, il faut que l'Allemagne redevienne un pays attractif par l'adoption de solutions radicales, similaires à la période thatchérienne **[10]**. Mais ces solutions radicales sont-elles compatibles avec l'identité allemande, plus profondément attachée au « Sozialstaat » que certains ne pouvaient l'imaginer ?L'américanisation totale de la société allemande semble manquer de crédibilité.

Des réformes controversées : montée de la contestation sociale

C'est dans l'Allemagne de la fin des années 90, que le travail précaire va se développer,

et que des emplois vont être perdus dans les grands secteurs de l'industrie. Au printemps 1996, l'annonce par le chancelier Kohl d'un programme « pour la croissance et l'emploi » provoquera dans la chimie et la métallurgie une mobilisation sans précédent depuis au moins une vingtaine d'années, signe avant-coureur que le modèle social allemand est entré en turbulences, et que les ouvriers et leurs organisations n'accepteront plus une remise en cause de leur niveau de vie. L'étincelle du conflit de 1996 provenait d'une décision gouvernementale de réduire de 20% le salaire versé par les entreprises aux travailleurs en congé de maladie. Il s'en est suivi d'importants arrêts de travail, manifestations et piquets de grèves, autant d'actions éloignées de la culture syndicale allemande, mais qui montraient la détermination des salariés. En 2004, c'est à nouveau le coût du travail et le coût des prestations sociales qui sont montrés du doigt : la contestation sociale sera très vive, dans un pays plutôt habitué au consensus. L'agenda 2010 avait fixé le changement de cap. L'ampleur des contestations des réformes Hartz en 2004**[11]**, auxquelles le gouvernement ne s'attendait pas, représente une fois de plus un signe important des limites d'acceptation des réformes. Ce qui est annoncée comme la plus grande réforme sociale de la République Fédérale précipite en plein été des milliers de gens dans la rue, catalyse toutes les peurs de chute sociale **[12]**, et finit par être ressentie comme une attaque frontale contre les fondements de l'état social.

La fin de la cohésion sociale ? [13]

Un vif sentiment d'insécurité en matière sociale s'est répandu dans la société allemande : situation vécue ou effet de contagion de la morosité, toujours est-il que la peur d'un décrochage social et l'angoisse face à l'avenir sont désormais présents jusque dans les classes moyennes. Début 2007, un tiers de l'électorat disait craindre pour le maintien de son statut social. En Allemagne, il n'est plus possible de parler de la stabilité des classes moyennes : l'avenir est ressenti comme une menace. La classe moyenne a perdu son homogénéité, la société est traversée par un sentiment d'éclatement : un tiers de la population vivrait dans la précarité, un tiers serait inquiète pour son avenir, par contre un tiers n'aurait pas de souci d'avenir. Champion des exportations, l'Allemagne est toutefois concernée par un phénomène de précarisation et d'exclusion d'une partie de la société.

II Le paysage politique allemand dans la tourmente : un populisme d'extrême gauche et une grande coalition

Quand la gauche recherche un « nouveau » centre :

Une partie de l'électorat social-démocrate a été déstabilisée par les orientations du chancelier Schröder. Après la rupture avec Oskar Lafontaine en 1999, puis en 2004 la

parution d'un manifeste commun avec Tony Blair, le SPD ne fait plus le plein des voix à gauche. Les nouvelles orientations se veulent en phase avec la modernité : tout en affirmant vouloir la préservation de l'Etat social et du capitalisme rhénan, le chancelier mentionne dans son discours sur la nouvelle social- démocratie des thèmes qui vont à l'encontre de la philosophie de l'état providence confirmant les craintes d'une liquidation politique du modèle **[14]**. Ce positionnement, au centre et simultanément à gauche, du SPD déconcerte, et soulève plus de problèmes et d'incertitudes sur l'identité politique du parti qu'il n'en résout. Derrière la modernité attrayante d'un discours dont certaines valeurs défendues rappellent étrangement celles de la nouvelle société libérale en construction, c'est le programme du parti qui se trouve vidé de son sens, de ses valeurs et convictions d'autrefois **[15]** : le parti lui-même risque dans cette nouvelle manière de faire de la politique de perdre son assise et sa stabilité. Vouloir se placer au centre n'a en soi rien d'original puisque c'est déjà à cet endroit que l'on trouve la majorité de l'électorat, ainsi que les partis qui forment habituellement des coalitions. Derrière ce positionnement se cache en fin de compte plus ou moins l'absence de programme et d'idéologie, l'inverse en somme de ce que l'on pouvait reprocher aux partis durant le XXème siècle **[16]**. Si se positionner au centre signifie tenir compte de la « désidéologisation » de la société, c'est en même temps prendre le risque de laisser en déshérence toute une partie de son électorat : certains électeurs sont alors enclins à se poser la question de savoir quelle autre force politique est susceptible d'incarner la gauche.

Populismes en Allemagne : les partis politiques traditionnels dans l'embarras

Le paysage politique, bien que faisant preuve d'une certaine stabilité au fil du temps, est entré à plusieurs reprises en turbulences. Les électeurs ont commencé, comme dans d'autres pays européens, à rechercher une troisième force politique **[17]** capable de catalyser leur mécontentement, et qui soit porteuse de changements et d'une certaine forme de radicalité. Le premier épisode important eut lieu à Hambourg avec l'apparition d'un parti de droite populiste qui enregistra des succès électoraux, et dont les thèmes de prédilection étaient l'insécurité, l'immigration, la corruption, et le chômage. Le « Schill Partei » a disparu aussi vite que son leader était parvenu, à la surprise des partis établis, à occuper un poste d'importance à la mairie de Hambourg, mais ce parti était selon les spécialistes promis à un grand avenir à travers toute l'Allemagne **[18]**. De même, les succès enregistrés à l'Est par le PDS et par l'extrême droite aux élections des Länder **[19]** ont pu infléchir dans une certaine mesure la culture politique à certains moments vers plus de radicalité. Le plus remarquable demeure tout de même la constitution d'un parti d'extrême gauche par Oskar Lafontaine, avec Gregor Gysi du PDS, ainsi que des personnalités du monde syndicale et de l'extrême gauche, à l'ouest. Ce parti fait figure de réel vainqueur des dernières législatives en Allemagne. Il a réussi, d'une part, à avoir un groupe parlementaire au Bundestag, et d'autre part à capter

suffisamment de voix (y compris à la base des électeurs qui auraient pu voté pour l'extrême droite) pour finalement obliger les partis établis à une « grande coalition ». Après ces élections qui ont confirmé l'implantation de « Die linke » dans le paysage politique, plus rien ne peut être comme avant. La situation est délicate pour chacun des deux partis établis, SPD et CDU. Face au mouvement qu'imposent les réformes, ils ont chacun des électeurs favorables à un certain conservatisme. L'appel au peuple d'Oskar Lafontaine **[20]** sur un mode populiste plonge les partis dans l'embarras, mais fonctionne bien car la démocratie va mal: les institutions ont perdu leur légitimité, les élites utilisent un jargon d'expert, et une partie de l'électorat se sent abandonnée et perdue.

La grande coalition [21] comme solution à la crise ?

Trop néo-libéral, le programme d'Angela Merkel aurait dissuadé certains électeurs de voter pour la CDU, bien qu'ils n'étaient pas convaincus par le SPD.

Quant au SPD, il a continué à perdre des voix à gauche, car sa crédibilité à représenter les intérêts des travailleurs était entamée. Dans ce contexte, le SPD est apparu à la CDU comme un partenaire incontournable en raison de son score aux législatives, mais aussi du fait qu'il s'agissait là d'un type de coalition connu. Si cette coalition semble correspondre au désir d'une majorité d'électeurs de ne pas désunir l'économie du social, elle n'apporte remède ni aux maux de la CDU ni aux maux du SPD : la confiance accordée aux électeurs en 2005 le fut pour chacun des deux grands partis à minima, contrairement à la coalition de 1966, et le risque que le débat politique soit à certains moments sclérosé est grand. En outre, si cette grande coalition a permis à l'Allemagne de trouver un gouvernement stable, elle demeure toutefois lourde de questionnements pour l'avenir et l'évolution des deux grands partis: la CDU est-elle par son contact avec le SPD en train d'être « social démocratisé », quel avantage tire le SPD pour l'avenir de sa participation à un gouvernement dont la chancelière est de droite, le SPD, osera t-il faire alliance avec l'extrême gauche pour préparer une alternance? La grande coalition, moyen envisagé pour sortir le pays d'une crise sociale et morale **[22]**, peut représenter une phase de transition permettant de préparer l'avènement d'un autre cycle politique, mais d'une part, elle ne saurait constituer une solution miracle pouvant fonctionner éternellement, et d'autre part rien ne serait plus désastreux qu'elle ne serve qu'à faire passer une série de réformes contestées, en laissant de côté les questions qui inquiètent le plus les classes moyennes : la précarisation. Ainsi, la grande coalition peut-elle prendre des allures de chimère politique.

III Un facteur aggravant: le handicap

démographique

Le problème démographique allemand commence à avoir de sérieuses répercussions sur le système économique et social. Tout d'abord, les entreprises ne peuvent envisager de redressement important de la demande en Allemagne pour les années à venir : les embellies économiques ne seront pas soutenues par une consommation intérieure plus forte **[23]**. Ensuite, sur le long terme, on peut se demander si le problème démographique ne risque pas de mettre à mal la compétitivité et l'innovation en Allemagne, avec ce raisonnement pertinent qu'une société vieillissante compromet à terme le dynamisme économique **[24]** . L'Allemagne a donc, malgré l'unification et l'immigration de main d'œuvre étrangère à laquelle elle peut avoir recours, y compris dans des secteurs de pointe, un très fort défi démographique à relever, quelque soit d'ailleurs l'avenir européen : poursuite de la compétition mondiale ou retour vers un protectionnisme commercial modéré. Ce facteur démographique, en dépit des prises de conscience récentes des gouvernements, ne peut que se redresser sur un temps long.

[1] GREFFATH, Matthias. Le modèle allemand bat de l'aile. *Le Monde Diplomatique*, Décembre 1996.

LALLEMENT, Rémi. La Compétitivité de l'Allemagne comme espace économique: le made in Germany en question. *Regards sur l'Economie Allemande,* 1994, n°15, p. 22-51.

[2] TUCHOLSKY, Kurt.„ Allein der Markt regiert". *Der Spiegel,* 1996, n° 39, p. 80-105.

[3] DECKSTEIN, Dinah, JUNG, Alexander, KLAWITTER, Nils, SAUGA, Michael, SCHÄFER, Ulrich. Die blockierte Republik. *Der Spiegel,* 2002, n° 39, p. 20-50.

[4] GANSMANN, Heiner. Pourquoi le pneu rhénan est à plat. *Le Monde Diplomatique*, février 2004.

LAULAN, Yves-Marie. *Allemagne : Chronique d'une mort annoncée*. Paris : François Xavier de Guibert, 2004. 201 p.

ROBIN, Jean-Pierre. Le naufrage programmé d'un modèle. *Le Figaro économie*, 20 Janvier 2003, n° 18 180, p. 2.

SINN, Hans-Werner. Der Kranke Mann Europas : Diagnose und Therapie der deutschen Krankheit. *Internationale Politik*, mai 2004, n° 5, p. 25-34.

STEINGART, Gabor. *Deutschland Der Abstieg eines Superstars*. München : Pipper, 2004. 303 p.

WÖRGÖTTER, Andreas, WURZEL, Eckhard. Ist Deutschland noch zu retten? *Internationale Politik*, mai 2004, n° 5, p. 35-40.

[5] UTERWEDDE, Heinrik. Le Modèle allemand a encore de la ressource. *Alternatives Economiques*, septembre 2005, n°239, p. 29

[6] AFHELD, Horst. Anpassung an die neoliberale Globalisierung. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2001, [consulté le 22 mai 2006]. Disponible sur: http://www.bpb.de/publikationen/RAVHHH.html

HANESCH, Walter. Der Sozialstaat in der Globalisierung. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1999, n° B 49, p. 3-10.**[7]** HAWRANEK, Dietmar, HORNIG, Frank, JUNG, Alexander. Bye-bye „made in Germany". *Der Spiegel*, 2004, n° 44, p. 94-109.

[8] REHFELD, Udo. Cogestion de la régression sociale : La défaite programmée. *Le Monde Diplomatique*, février 2004.

[9] JOBERT, Bruno. *Le tournant néo-libéral en Europe.* Paris : L'Harmattan, 2003, 328 p.

[10] GEPPERT, Dominik. *Maggie Thatchers Rosskur –Ein Rezept für Deutschland ?* Berlin : Siedler, 2003, 127 p.

[11] BERG Stefan, NEUBACHER, Alexander et al. Reformen: Die große Hartz-Hysterie. *Der Spiegel*, 2004, n° 33, p. 23-26.

[12] BÖNISCH, Georg, BORNHÖFT, PETRA, FELDENKIRCHEN, Markus et al. Das verunsicherte Volk : Deutschland im Hartz-Fieber. *Der Spiegel*, 2004, n° 34, p. 22-28.

[13] WILKE, Petra. L'Allemagne au début 2007 : la fin de la cohésion sociale ? Fondation Res Publica, 2007, [consulté le 30 mars 2008]. Disponible sur : http:// www.fondation-res-publica.org/L-Allemagne-au-debut-2007-la-fin-de-la-cohesion-sociale-_sa226.html

BURZAN, Nicole. Die Absteiger : Verunsicherung in der Mitte der Gesellschaft. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2008, n° 33/34, p. 6-12.

DÖRRE, Klaus. Prekäre Arbeit und soziale Desintegration. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2006, n° 40/41, p. 7-14.

DÖRRE, Klaus. Armut, Abstieg, Unsicherheit. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2008, n° 33/34, p. 3-6.

DÖRRE, Klaus. Abstieg, Prekarität, Ausgrenzung : Die soziale Frage am Beginn des 21. Jahrhunderts. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2008, n° 33/34, p. 3-11.

[14] STARK, Hans. Liquidation politique du modèle rhénan ? *Regards sur l'Economie Allemande*, 2003, n° 61, p. 7-8.

[15] DÜRR, Tobias. Die linke nach dem Sog der Mitte. Zu den Programmdebatten von SPD, Grünen und PDS in der Ära Schröder. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2002, n° 21,

p. 5-12.

[16] WALTER, Franz. Die Mitte im Programmloch. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2002, n° B 21, p. 3-4.

[17] BORNHÖFT, Petra, KNAUP, Horand, PALMER, Hartmut et al. Die neue Normalität. *Der Spiegel*, n° 52, p. 22-26.

[18]DECKER, Frank. Perspektiven des Rechtspopulismus in Deutschland am Beispiel der « Schill- Partei ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2002, n° B 21, p. 22-31.

[19]LUCARDIE, Paul. Populismus in Deutschland und den Niederlander. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, août 2007, n° 35/35, p. 41- 46.

[20] WALTER, Franz. Lafontaines « Appel au peuple ». *Internationale Politik*, 2005, n° 9, p. 62-63.

[21] HAAS, Melanie. Auswirkungen der Grossen Koalition auf das Parteiensystem. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, août 2007, n° 35/36, p. 18-26.

JUNG, Matthias, WOLF, Andreas. Der Wählerwille erzwingt die große Koalition. *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2005, [consulté le 22 mai 2006]. Disponible sur: http://bpb.de/publikationen/49ZKEE.html

[22] CASASUS, Gilbert. La grande coalition allemande: solution miracle ou chimère politique? *Res Publica*, 2007, [consulté le 30 mars 2008]. Disponible sur: http://www.fondation-res-publica.org/La-grande-coalition-allemande-solution-miracle-ou-chimère-politque-_a222.html

[23] GREAU, Jean-Luc. Allemagne, embellie économique, handicap démographique. Fondation Res Publica, 2007, [consulté le 30 mars 2008]. Disponible sur : http://www.fondation-res-publica.org/Allemagne,-embellie-economique,-handicap-demographique_a225.html

[24]WAHL, **Stefanie**. Démographie et compétitivité. *Regards sur l'économie allemande,* 2005, n° 70, p. 5-10